SES · PREMIÈRE / COURS

Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques ?

Astrolab Cours · astrolabcours.fr

01 Le problème

Un incendie peut détruire une maison. Une maladie grave peut coûter des centaines de milliers d'euros de soins. Personne ne peut mettre de côté de quoi faire face seul à de telles catastrophes. Pourtant, chaque année, ces malheurs frappent un petit nombre de personnes, et on peut prévoir assez précisément combien. Comment transformer un risque individuel imprévisible en une charge collective prévisible ?

01 Ce que tu vas comprendre

Ce chapitre montre comment l'assurance et la protection sociale partagent les risques. Il explique le principe de la mutualisation, les problèmes que pose l'information cachée, et ce qui distingue l'assurance privée de la protection sociale publique.

L'idée : le pot commun

L'assurance est un **pot commun**. Chacun y met une petite somme chaque année. Ceux à qui il arrive un malheur y puisent de quoi réparer. Personne ne sait d'avance s'il sera parmi ceux qui puisent, mais tous savent qu'ils seront couverts.

Les mots du sujet

- **Risque** : événement incertain dont on peut estimer la probabilité et le coût.
- **Mutualisation** : répartition du coût des risques entre un grand nombre d'assurés.
- **Prime** (ou cotisation) : somme versée régulièrement par l'assuré.
- **Protection sociale** : ensemble des mécanismes collectifs qui protègent les individus contre les risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage, charges de famille).
- **Risque social** : événement qui réduit les ressources ou augmente les dépenses d'un ménage.

1. La mutualisation

Si un risque touche chaque année 1 personne sur 100 et coûte 10 000 €, il suffit que chacun verse un peu plus de 100 € pour que le pot couvre tous les sinistres. C'est la **loi des grands nombres** : sur un grand groupe, le nombre de sinistres devient prévisible, même si chaque cas individuel ne l'est pas.

La prime réelle est un peu plus élevée que le coût moyen : l'assureur doit couvrir ses frais et faire un profit s'il est privé.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/ses/premiere/assurance-et-protection-sociale/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits

2. Les difficultés de l'assurance

- **La sélection adverse** : l'assuré connaît mieux son risque que l'assureur. Si la prime est la même pour tous, les personnes à faible risque la trouvent trop chère et ne s'assurent pas. Il ne reste que les plus risqués, la prime doit monter, et le marché se dégrade. C'est l'une des raisons pour lesquelles certaines assurances sont **obligatoires** (responsabilité civile automobile).
- **L'aléa moral** : une fois assuré, on peut être moins prudent. L'assureur répond par des **franchises** (une part du dommage reste à la charge de l'assuré) et des **bonus-malus**.

3. La protection sociale

En France, la **Sécurité sociale** est créée en 1945. Elle protège contre les grands risques sociaux, organisés en branches : maladie, accidents du travail, vieillesse (retraites), famille, et depuis 2021 autonomie (perte d'autonomie des personnes âgées et handicapées). L'assurance chômage est gérée à part.

La protection sociale suit deux logiques :

- **La logique d'assurance** (modèle inspiré de Bismarck en Allemagne, fin du XIXe siècle) : on cotise sur son salaire, on reçoit des prestations en fonction de ses cotisations. Exemples : retraites, indemnités de chômage.
- **La logique d'assistance** (modèle inspiré du rapport Beveridge au Royaume-Uni, 1942) : on reçoit une aide parce qu'on en a besoin, financée par l'impôt, sans avoir cotisé. Exemple : le revenu de solidarité active (RSA).
- **La logique de protection universelle** : certaines prestations sont versées à tous, comme le remboursement des soins pour toute personne qui réside en France.

4. Pourquoi une protection publique ?

Le marché privé de l'assurance laisserait de côté les personnes les plus risquées ou les plus pauvres, qui ne pourraient pas payer les primes. La protection sociale publique est **obligatoire**, ce qui évite la sélection adverse, et elle est **solidaire** : les cotisations dépendent du revenu, pas du risque. Un jeune en bonne santé paie pour un malade, un actif pour un retraité. Elle réduit aussi les **inégalités** et soutient la consommation en période de crise.

Elle a cependant un coût : les dépenses de protection sociale représentent environ un tiers du PIB en France, l'un des niveaux les plus élevés du monde. Son financement est un débat permanent.

Exemple guidé

Une mutuelle assure 2 000 personnes. Chaque année, en moyenne, 2 % d'entre elles ont une hospitalisation dont le reste à charge coûte 3 000 €.

1. **Nombre de sinistres attendus** : 2 000 × 0,02 = 40.
2. **Coût total** : 40 × 3 000 = 120 000 €.
3. **Prime minimale par assuré** : 120 000 / 2 000 = 60 € par an.
4. **Avec 20 % de frais de gestion** : 60 × 1,2 = 72 € par an.
5. **Conclusion** : pour 72 € par an, chacun est protégé contre une dépense de 3 000 €. La mutualisation transforme un risque lourd et incertain en une petite charge certaine.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/ses/premiere/assurance-et-protection-sociale/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits

Les pièges

- Croire que l'assurance supprime le risque : elle en répartit le coût.
- Confondre assurance (on a cotisé) et assistance (on est dans le besoin).
- Confondre sélection adverse (avant le contrat) et aléa moral (après).
- Croire que la Sécurité sociale fonctionne comme une assurance privée : ses cotisations ne dépendent pas du risque de chacun.

© Astrolab Cours · astrolabcours.fr/ses/premiere/assurance-et-protection-sociale/ · Tous droits réservés : usage personnel uniquement, republication et usage commercial interdits